

## Certaines ados exploitées sexuellement banalisent la prostitution



Une information alarmante remonte du terrain : les victimes mineures sont de plus en plus jeunes. Il s'agit parfois de filles de 11 ans.

■ Une vaste étude sur la prostitution forcée des mineurs paraît ce 10 mars.

Comment lutter efficacement contre l'exploitation de mineurs à des fins sexuelles – des filles mais aussi des garçons – quand on ne sait pas vraiment à quoi on s'attaque? En Fédération Wallonie-Bruxelles, la prostitution forcée des adolescent(e)s reste une tache aveugle. Il n'existe pas de statistiques fiables permettant de mesurer l'ampleur du phénomène. Parce qu'il n'y a pas d'outils permettant un recensement systématique des cas. Les chiffres internationaux donnent pourtant le vertige. Selon les données de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC), 72 % des cas d'exploitation de mineur(e)s dans les pays à hauts revenus – la Belgique en fait partie – le sont à des fins sexuelles.

### Dans le brouillard

La nature opaque des pratiques des proxénètes d'adolescents explique partiellement la carence de données officielles du côté francophone.

Mais le manque de priorisation des autorités, qui n'investissent pas les

moyens nécessaires, est aussi en cause, dénoncent les associations de terrain, qui travaillent dans le brouillard. Pour tenter d'y voir plus clair et de comprendre les stratégies qui sont à l'œuvre, ECPAT Belgique (l'antenne belge du réseau international exclusivement dédié à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants), en collaboration avec Défense des enfants international (DEI) Belgique, a donné la parole aux travailleurs de première ligne qui sont confrontés à l'exploitation sexuelle des mineurs.

Les deux associations publient ce vendredi sur leur site les résultats de cette étude à laquelle 58 professionnels des secteurs associatifs et institutionnels (assistants sociaux, policiers, juges, travailleurs de l'aide à la jeunesse, etc.) ont participé au cours d'entretiens et de groupes de discussion. En complément, 81 travailleurs de centres psycho-médico-sociaux (PMS), de plannings familiaux et de centres de prise en charge de violences sexuelles (CPVS) ont répondu à des questionnaires en ligne.

### Pas d'outils pour détecter les cas

Plusieurs indices issus du terrain montrent que les quelques données existantes du côté francophone – comme les 63 nouveaux dossiers de prostitution d'ados traités par Child

Focus en 2022 – ne représentent que la partie émergée d'un phénomène qui serait en augmentation. Près de la moitié des répondants à l'enquête en ligne pensent avoir déjà rencontré des cas d'exploitation sexuelle de mineurs dans leurs organismes!

Autre indication du "sous-rapportage" du proxénétisme d'ados: le manque de formation et d'outils. L'étude d'Ecpat et de DEI fait apparaître que deux tiers (66 %) des participants à l'étude ne se sentent pas capables d'identifier un cas d'exploitation sexuelle parmi les ados qu'ils et elles accompagnent. Et ils sont plus nombreux encore (77 %) à ne pas savoir quelles démarches entreprendre le cas échéant.

### À partir de 11 ans

La détection des situations problématiques est d'autant plus compliquée qu'il n'existe pas de profil-type des mineurs sexuellement exploités. Toutes les classes sociales sont touchées. Si la plupart des cas recensés concernent des filles, les garçons et

les mineurs LGBTQIA + victimes ne sont probablement pas suffisamment repérés, souligne encore l'étude. Les professionnels pointent la situation très vulnérable des mineurs étrangers, particulièrement exposés aux risques d'exploitation sexuelle depuis la crise de l'accueil.

Une autre information alarmante remonte du terrain: les victimes sont de plus en plus jeunes, en général de 12 à 16 ans, avec des cas récents de jeunes enfants de 11 ans. "Ici, on est avec des jeunes filles qui sont dans la préadolescence mais qui ont déjà un bagage assez lourd. Et les appels qu'on a pour ce genre de public, c'est de plus en plus jeune", précise une association qui accueille des mineur(e)s.

### Snap, Insta, TikTok...

Depuis la crise sanitaire liée au Covid, le recrutement se fait davantage sur les réseaux sociaux. C'est notamment ressorti dans des groupes de discussion de la société civile. "Snapchat, Instagram, TikTok... Oui, elles sont

Deux tiers des participants à l'étude ne se sentent pas capables d'identifier un cas d'exploitation sexuelle parmi les ados qu'ils et elles accompagnent.



JEAN-LUC FÉRAL

# Les palais de justice de Bruxelles et de Wallonie ouverts au grand public ce samedi 11 mars

■ À Bruxelles, des visites guidées et des ateliers seront organisés.

Le samedi 11 mars 2023, c'est journée portes ouvertes dans la plupart des palais de justice de Bruxelles et de Wallonie. Si ces lieux publics sont déjà accessibles toute l'année aux justiciables, cette journée portes ouvertes doit permettre aux curieux de mieux appréhender le monde de la justice, comprendre comment fonctionnent les cours et tribunaux, qui se cachent derrière ces fameuses toges d'avocats et de magistrats.

Au palais de justice de Bruxelles, le plus grand au monde, outre une visite du majestueux (et un peu vétuste) bâtiment, divers ateliers sont prévus. Objectif : être didactique et pédagogique, explique le barreau de Bruxelles.

Pour M<sup>e</sup> Sophie Huart, avocate et l'une des initiatrices de la nouvelle commission "diversité et inclusion" du barreau bruxellois, cette journée portes ouvertes prendra un accent particulier. En effet, la commission qu'elle anime proposera plusieurs activités ce samedi. Pour les jeunes et les moins jeunes, pour les acteurs du domaine judiciaire et pour le citoyen lambda.

## Diversité et inclusion

"Beaucoup de jeunes deviennent avocat ou magistrat parce qu'un membre de la famille est dans le milieu. Durant cette journée portes ouvertes, nous souhaitons rappeler que cet univers est ouvert à tous, notamment aux jeunes issus de milieux socio-économiques moins aisés", entame Sophie Huart.

Pour aider les jeunes juristes qui souhaitent entrer au barreau, des ateliers de relecture de CV, d'aide aux formations et de conseils pour mener à bien un entretien d'embauche sont par ailleurs prévus.

"Nous travaillerons en collaboration avec l'ASBL Be Face, très réputée pour favoriser l'inclusion et la diversité dans le monde du travail. L'ASBL sera là pour aider les jeunes candidats issus de la diversité à intégrer des cabinets d'avocats qui, habituellement, ne sont pas nécessairement ouverts à la diversité. Nous savons, d'expérience, que les gros cabinets d'avocats sont plus habitués, et c'est moins le cas des moyennes et petites structures. Nous avons l'ambition de changer cela. En tout cas, nous serons là pour cela ce 11 mars", explique Sophie Huart.

Parmi les thèmes qui lui tiennent à cœur, celui de la discrimination. Et la commission diversité et inclusion est fière d'avoir permis qu'un des cinq pro-

cès fictifs soit un des thèmes proposés à la Conférence du Jeune Barreau qui organise ces procès.

"Le thème choisi pour ce procès fictif – prévu à 10h30 –, c'est la discrimination au logement. C'est une problématique qui prend énormément d'ampleur, surtout à Bruxelles, mais dont on ne parle pas forcément. L'idée, ici, c'est donc à la fois de mettre en lumière cette forme de discrimination et de démontrer que la justice s'empare de ce type de dossiers."

Des tables rondes sont également au programme et l'une d'entre elles sera animée par M<sup>e</sup> Thyphanie Afschrift. "Il est important qu'elle puisse être présente pour raconter son histoire, explique Sophie Huart. Au sein du barreau, nous faisons en sorte que chacun se sente libre et respecté peu importe son origine ou son orientation sexuelle. Des mesures sont prises pour éradiquer toutes formes de discriminations et de remarques déplaisantes. L'objectif de ces tables rondes, c'est de montrer aux étudiants que le barreau est un lieu où il fait bon travailler et évoluer et où la diversité est conçue comme une richesse, de leur permettre d'écouter d'autres histoires, de partager leurs expériences aussi, qu'ils et elles comprennent qu'au sein du barreau, nous sommes là pour les entourer et les accueillir même si bien évidemment le "chantier" est encore en pleine évolution."

La journée portes ouvertes au palais de justice de Bruxelles aura lieu de 10 h à 17 h. Toutes les informations sont sur le site du barreau de Bruxelles.

Maryam Benayad

approchées comme ça. Elles discutent avec le garçon qui va séduire."

Des professionnels observent aussi un discours de banalisation de la prostitution de certaines adolescentes, qui sont manipulées mais ont l'impression qu'elles contrôlent leurs pratiques – ce qui rend leur accompagnement particulièrement compliqué.

Témoignage apporté par un centre: "Elles disent qu'elles gèrent. Certaines exagèrent leurs actes sexuels et sont dans la provocation dans leur vocabulaire. Elles sont dans la recherche d'attention avec nous". Mais dans certains cas, la situation est moins définie. "Même pour elles, la notion de consentement n'est pas claire". La preuve par cet exemple: "J'étais en fugue. Il nous a donné à manger, bah je devais coucher..."

## Recommandations prioritaires

Partant de ces constats, Ecpat Belgique et DEI Belgique adressent des recommandations prioritaires aux autorités. Un: mettre en place des formations obligatoires sur l'exploitation sexuelle et la traite des mineur(e)s pour tous les acteurs de première ligne. Deux: systématiser des outils de recensement harmonisés, aux niveaux de la police, de la justice et de l'aide à la jeunesse. Trois: instaurer un protocole clair d'orientation et de prise en charge.

Annick Hovine

## 4

### Procès fictifs

Au palais de justice de Bruxelles, quatre procès fictifs sont au programme.

L'un des procès, organisé à 10h30, aura pour thématique la discrimination au logement.

**Jean ELSÉN & ses Fils s.a.**  
 ACHAT · VENTE · EXPERTISE  
 MONNAIES & MÉDAILLES  
 VENTES PUBLIQUES  
 www.elsen.eu

Av. de Tervueren, 65  
 1040 Bruxelles  
 sur R.-V.  
 Tél. 02-734.63.56